

Fiche socio-économique
en matière d'égalité
entre les femmes et les hommes

Territoire de la CRÉ de l'agglomération de Longueuil

Fiche socio-économique en matière d'égalité entre les femmes et les hommes pour le territoire de la CRÉ de l'agglomération de Longueuil

Note : À moins d'indication contraire, les données statistiques présentées dans ce document sont tirées des portraits statistiques régionaux *Égalité femmes / hommes* (Conseil du statut de la femme, 2010). Ces portraits statistiques régionaux peuvent être consultés dans la section « Régions » du site Internet du Conseil à l'adresse suivante : www.placealegalite.gouv.qc.ca.

Caractéristiques régionales

Démographie

- La Conférence régionale des élus (CRÉ) de l'agglomération de Longueuil a connu une hausse démographique de 3,4 % entre 1996 et 2006.
- La CRÉ de l'agglomération de Longueuil compte un peu moins de jeunes qu'au Québec (16,2 %) et un peu moins de 65 ans et plus (13,8 %).
- La population immigrante est très présente (15,6 %).

Quelques actions structurantes du milieu

Démographie

- Portrait du territoire qui dégage les enjeux en matière d'égalité, réalisé par l'Institut pour le progrès socio-économique (IPSE), à l'instigation de la CRÉ de l'agglomération de Longueuil (2009).
- Entente spécifique pour l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées sur le territoire de la CRÉ de Longueuil 2007-2012.
- Entente spécifique en immigration pour le territoire de l'agglomération de Longueuil, signée par neuf partenaires pour une période de trois ans, dont l'un des objectifs est d'encourager les femmes et les jeunes issus de l'immigration et des communautés culturelles à participer au fonctionnement des organismes du milieu, notamment dans les instances décisionnelles.
- En 2008-2009, entente triennale conclue entre le Secrétariat à la condition féminine (SCF) et la Ville de Longueuil dans le cadre de la mesure Partager une culture égalitaire. Disposant d'une enveloppe budgétaire de 202 500 \$, cette entente prévoit des actions visant, notamment, à favoriser l'intégration socioéconomique des femmes immigrantes et issues des communautés culturelles ainsi qu'à briser leur isolement. Cette entente permettra aussi de créer un partenariat avec les services de police dans le but d'adapter leurs interventions aux réalités des femmes immigrantes et issues des communautés culturelles. Un guide d'accueil sera aussi élaboré et distribué aux nouveaux arrivants et aux nouvelles arrivantes, ce qui mènera à l'organisation d'activités d'animation dans divers lieux de services de la Ville de Longueuil.

	Québec			CRÉ de l'agglomération de Longueuil		
	Total	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes
% de la croissance démographique 1996-2006	5,7	5,8	5,6	3,4	4,1	2,5
% de la population selon le sexe	100	51,1	48,9	100	51,9	48,1
% de la population 0-14 ans et répartition selon le sexe	16,6	49,0	51,0	16,2	49,2	50,8
% de la population 65 ans et plus et répartition selon le sexe	14,3	57,8	42,2	13,8	57,7	42,3
% de la population autochtone et répartition selon le sexe	1,1	51,2	48,8			
% de la population immigrante et répartition selon le sexe	11,5	50,9	49,1	15,6	50,9	49,1

Caractéristiques régionales

Structure des familles

- La CRÉ de l'agglomération de Longueuil regroupe moins de familles avec enfants de 17 ans et moins qu'au Québec (41,6 % c. 42,1 %).
- Par contre, on retrouve plus de familles monoparentales (28,6 % c. 27,8 %).
- Il y a un peu moins de femmes vivant seules (16,2 % c. 17,1 %).
- Dans la CRÉ de l'agglomération de Longueuil, il y a un peu moins de femmes et d'hommes de 65 ans et plus vivant seuls (femmes 39,2 % c. 40,8 %, hommes 17 % c. 19 %).

Quelques actions structurantes du milieu

Structure des familles

- Plan d'action de la CRÉ en collaboration avec le Forum jeunesse pour la promotion des comportements égalitaires.
- La CRÉ de l'agglomération de Longueuil s'est engagée dans la démarche Amie des aînés (MADA). Elle souhaite la faire connaître systématiquement auprès des municipalités du territoire de la CRÉ de façon à ce qu'elles s'y engagent à court, moyen ou long terme. MADA est une démarche qui vise spécifiquement à mettre sur pied un plan d'action municipal permettant l'amélioration des conditions de vie des personnes âgées. Le Carrefour action municipale famille (CAMF) joue un rôle-conseil primordial.
- Voici la liste des municipalités, MRC et organismes membres du CAMF pour la Montérégie au complet : 1,2,3 GO! Longueuil, Acton Vale, Beloeil, Boucherville, Bromont, Brossard, Carignan, Chambly, Châteauguay, Conférence régionale des élus – Vallée-du-Haut-Saint-Laurent, Contrecoeur, Coteau-du-Lac, Cowansville, Farnham, Granby, La Corne d'abondance, La Prairie, Lacolle, Longueuil, Maison de la famille de Brossard, Marieville, MRC Lajemmerais, MRC Les Maskoutains, MRC Pierre-De Saurel, Notre-Dame-de-Stanbridge, Otterburn Park, Rougemont, Saint-Alexandre, Saint-Amable, Saint-Antoine-sur-Richelieu, Saint-Basile-le-Grand, Saint-Bruno-de-Montarville, Saint-Charles-sur-Richelieu, Saint-David, Saint-Édouard, Sainte-Anne-de-Sorel, Sainte-Cécile-de-Milton, Sainte-Julie, Sainte-Martine, Saint-Hyacinthe, Saint-Joseph-de-Sorel, Saint-Lambert, Saint-Mathieu, Saint-Philippe, Saint-Pie, Saint-Roch-de-Richelieu, Salaberry-de-Valleyfield, Sorel-Tracy, Table de concertation petite enfance de la région de Châteauguay, Varennes, Vaudreuil-Dorion, Verchères, Waterloo, Yamaska.

	Québec			CRÉ de l'agglomération de Longueuil		
	Total	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes
% de familles avec enfants de 17 ans et moins	42,1			41,6		
% de familles avec enfants de moins de 6 ans	15,8			15,0		
% de familles monoparentales selon le sexe du chef de famille	27,8	77,9	22,1	28,6	78,8	21,2
% de personnes vivant seules et répartition selon le sexe	16,0	54,9	45,1	14,4	59,0	41,0
Répartition selon le sexe des personnes de 65 ans et plus vivant seules		73,5	26,5		74,8	25,2
Poids de la population qui vit seule parmi les 65 ans et plus	31,2	40,8	19,0	29,4	39,2	17,0

Caractéristiques régionales

Quelques actions structurantes du milieu

Éducation

- Dans la CRÉ de l'agglomération de Longueuil, il y a plus de femmes et d'hommes diplômés qu'au Québec.
- Les jeunes femmes sont plus scolarisées que leurs aînées.

Éducation

- Participation à *Chapeau, les filles!* concours du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS). Remise de deux bourses.
- Entente administrative pour favoriser la persévérance scolaire par une meilleure conciliation études-travail 2008-2011.
- Exposition itinérante donnant un aperçu des horizons changeants et en pleine mutation des femmes dans leurs choix professionnels au Québec, de la fin des années 1800 à nos jours.
- Démarche Objectif conciliation études-travail – Agglomération de Longueuil (OCET-AL) est une mobilisation régionale de multiples partenaires du développement économique et social qui vise à faire de la persévérance et de la réussite scolaire des jeunes un objectif collectif.
- Une promotion des métiers non traditionnels se fera en collaboration avec le Conseil Femmes, Égalité et Mouvement (CFEM) et Place Rive-Sud.
- La Table de concertation des groupes de femmes offre une formation *Les stéréotypes! Un frein à la diversification de carrière.*

	Québec		CRÉ de l'agglomération de Longueuil	
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
% scolarité (diplôme)	74,9	75,1	78,2	79,7
% scolarité (diplôme) des personnes immigrantes	74,2	79,3	79,4	84,2
% aucun diplôme	25,1	24,9	21,8	20,3
% diplôme d'études secondaires	23,7	20,8	23,7	20,2
% diplôme d'études professionnelles	11,8	19,0	9,6	15,5
% diplôme d'études collégiales	17,5	14,6	17,8	15,6
% grade universitaire	16,4	16,6	20,2	23,0

Caractéristiques régionales

Économie et emploi

- En 2010, la Montérégie regroupe 18,2% de la population et 18,7% des emplois du Québec.
- Sur le territoire de la CRÉ de Longueuil, le taux d'emploi des femmes dépasse de 2,2 points de pourcentage celui des femmes du Québec.
- Le taux d'emploi des hommes est aussi plus élevé.
- Il y a moins de femmes que d'hommes sans diplôme qui trouvent un emploi. On enregistre ainsi un écart de 17,5 points de pourcentage en défaveur des femmes (F : 28,1% et H : 45,6%).
- Sur le territoire, plus de femmes immigrantes travaillent comparativement au Québec (51,9% c. 47,7%), mais l'écart avec les hommes est encore important (65,8%).
- Le territoire compte moins d'emplois dans le secteur secondaire qu'au Québec (16,5% contre 19,8%) et plus dans le secteur tertiaire (81,8% c. 76,5%).
- Beaucoup plus de femmes que d'hommes travaillent à temps partiel (25,4% c. 13,5%).

Quelques actions structurantes du milieu

Économie et emploi

- Pôle de l'économie sociale dont la mission est de promouvoir l'économie sociale et de favoriser la concertation et le partenariat entre les intervenants locaux et régionaux en économie sociale afin d'appuyer leur développement et d'assurer la cohérence des actions et d'en maximiser les retombées.
- Entente spécifique sur le développement de l'économie sociale sur le territoire de la CRÉ de Longueuil 2009-2014.
- Entente sur l'innovation applicable au territoire de l'agglomération de Longueuil 2009-2012.
- Le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (MDEIE) propose un portrait régional pour la Montérégie (non sexué).
- Desjardins, Études économiques propose également un portrait de la situation économique en Montérégie (non sexué).

Créneaux d'excellence – projet ACCORD pour la Montérégie, dans lesquels les femmes doivent prendre leur place :

- Créneau d'excellence numéro 1 : le créneau d'excellence Bioalimentaire regroupe plusieurs filières de la production primaire à la transformation, des entreprises de distribution, un secteur de l'enseignement fort développé ainsi que des infrastructures de R-D de calibre mondial.
- Créneau d'excellence numéro 2 : le second créneau d'excellence réunit les Matériaux souples avancés. Le créneau compte quelque 80 entreprises qui exercent leurs activités dans les secteurs des textiles à usage technique, des géosynthétiques, des membranes, films et autres matériaux souples à valeur ajoutée que l'on retrouve dans différents domaines : l'agriculture; la construction; l'habillement; le matériel de transport; l'environnement; la protection; l'emballage; le médical; les sports et loisirs.
- Créneau d'excellence numéro 3 : le troisième créneau touche les régions de la Montérégie et de l'Estrie. Il s'agit du développement des Micro/Nanotechnologies pour l'électronique de pointe. En Montérégie, le créneau d'excellence se distingue par la présence importante d'activités de fabrication de composantes en micro-électronique et de conception de systèmes de traçabilité et d'inspection (pour mesurer la présence des femmes, s'adresser au Consortium des industries de microtechnologies du Québec).

Caractéristiques régionales

Quelques actions structurantes du milieu

	<ul style="list-style-type: none"> • Créneau d'excellence numéro 4: le quatrième créneau en Montérégie touche les Technologies avancées de matériel et de transport et Logistique. En effet, plaque tournante du transport (route, rail, air et eau) et de la logistique, la Montérégie regroupe : les fournisseurs, les équipementiers et les autres intervenants pour les véhicules automobiles, spéciaux et ferroviaires; les divers intervenants du secteur de la logistique, tous secteurs industriels confondus. • Créneau d'excellence numéro 5: le développement du créneau d'excellence Transformation des métaux ferreux et nouveaux matériaux associés vise à consolider l'industrie des première, deuxième et troisième transformations des métaux (les aciers; les poudres métalliques; la valorisation des résidus générés par l'industrie métallurgique).
--	--

	Québec		CRÉ de l'agglomération de Longueuil	
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
Taux d'emploi	55,7	65,4	57,9	67,2
Taux d'emploi sans diplôme	25,4	43,3	28,1	45,6
Taux d'emploi avec grade universitaire	76,1	77,4	76,3	78,7
Taux d'emploi des personnes immigrantes	47,7	62,1	51,9	65,8
Taux de syndicalisation	38,7	41,7	*	*

* Les chiffres ne sont pas disponibles pour 2007 par territoire de CRÉ.

	Québec		CRÉ de l'agglomération de Longueuil	
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
Proportion secteur primaire*	2,0	5,2	1,2	2,1
Taux de féminité	25,4		34,9	
Proportion secteur secondaire	10,4	28,2	8,8	23,7
Taux de féminité	24,8		25,8	
Proportion secteur tertiaire	87,6	66,6	89,9	74,1
Taux de féminité	53,9		53,1	

* Calculé en fonction de l'ensemble de la population active expérimentée selon le sexe.

Caractéristiques régionales

Quelques actions structurantes du milieu

Entrepreneuriat et travail autonome

- Il y a un peu moins de travailleuses autonomes dans le territoire de la CRÉ de l'agglomération de Longueuil qu'au Québec.
- Il y a plus d'hommes que de femmes (12,9% c. 7,6%) travailleurs autonomes.

Entrepreneuriat et travail autonome

- Femmessor Montérégie est l'un des onze organismes régionaux de soutien à l'entrepreneuriat féminin. D'abord institué en 2002 sous le nom Fonds IDÉE, cet organisme à but non lucratif s'est donné comme mission d'encourager les projets d'entrepreneuriat féminin en Montérégie en donnant accès à des capitaux spécifiques et à des services d'accompagnement.
- Portrait de l'entrepreneuriat féminin pour les trois territoires de CRÉ de Montérégie. Ce portrait quantitatif et qualitatif des femmes entrepreneures dans le territoire de la CRÉ de l'agglomération de Longueuil permettra de promouvoir l'entrepreneuriat féminin et d'outiller les organismes terrain, tout en mesurant la place des femmes dans le développement économique de la région. Les partenaires sont Femmessor, le Centre local de développement (CLD), la Société d'aide et de développement des collectivités (SADC), les Chambres de commerce, l'Union des producteurs agricoles (UPA), la commission agro-alimentaire et économie de la CRÉ, les comités des créneaux d'excellence – projet ACCORD.
- Femmessor Montérégie a mis en place le projet FACE. Cet outil financier s'adresse aux femmes entrepreneures et permet de subventionner l'intervention d'une ressource spécialisée lorsqu'une problématique particulière est rencontrée dans une démarche d'accompagnement. Les partenaires sont Femmessor, le Forum jeunesse, le MDEIE et le CLD.
- Le Conseil Femmes, Égalité et Mouvement (CFEM) soutient une démarche de développement du mentorat au féminin auprès des femmes d'affaires. Les partenaires associés seront la Chambre de commerce et d'industrie de la Rive-Sud (CCIRS), le CFEM, le Comité régional mentorat.

	Québec		CRÉ de l'agglomération de Longueuil	
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
Taux d'emploi	55,7	65,4	57,9	67,2

Caractéristiques régionales

Conciliation travail-famille

- Il y a plus de parents d'enfants de moins de 15 ans qui ont un emploi dans la région qu'au Québec.
- La différence de 5 points de pourcentage entre le taux d'emploi des femmes avec des enfants de moins de 15 ans et celui des femmes avec des enfants de moins de 6 ans montre que celles-ci restent à l'écart du marché du travail lors des premières années de leur(s) enfant(s).
- Comme au Québec, les pères sont plus nombreux que les mères à occuper un emploi (+ 14,8 points avec enfants de moins de 15 ans et + 19,6 points avec enfants de moins de 6 ans).

Quelques actions structurantes du milieu

Conciliation travail-famille

- Portrait de la situation dans l'agglomération de Longueuil, publié en mai 2011, réalisé par l'IPSE, à l'instigation de la CRÉ de l'agglomération de Longueuil.
- Plan régional d'accessibilité aux services de garde – SOMMAIRE des priorités régionales de développement de places, réalisé par la CRÉ de l'agglomération de Longueuil.
- La CRÉ a obtenu 75 000 \$ du MFA pour développer des projets en conciliation travail-famille. Les partenaires seront le MFA, la CRÉ, et le Forum jeunesse Longueuil.

	Québec		CRÉ de l'agglomération de Longueuil	
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
% emploi 25-54 ans avec enfants de moins de 15 ans	74,8	90,0	76,2	91,0
% emploi 25-54 ans avec enfants de moins de 6 ans	69,6	89,1	71,2	90,8

	Québec	Montréal
% prestataires, du congé de paternité	85,3	83,7
% couverture services de garde	53,3	54,1

Caractéristiques régionales

Revenu

- Le revenu d'emploi moyen des femmes et celui des hommes du territoire sont supérieurs à ceux du Québec. Toutefois, les femmes ne gagnent que 66,7% du revenu d'emploi moyen des hommes (c. 68,6% au Québec).
- L'écart du revenu moyen total entre les hommes et les femmes s'élève à 16 072 \$.
- Les personnes vivant sous le seuil de faible revenu sont moins nombreuses chez les hommes et légèrement plus nombreuses chez les femmes dans le territoire de la CRÉ qu'au Québec (13,8% chez les femmes et 10,7% chez les hommes).

Quelques actions structurantes du milieu

Revenu

- Dans le cadre de la Stratégie nationale de lutte à la pauvreté et l'exclusion sociale du gouvernement du Québec, l'approche territoriale intégrée (ATI) est décrite comme une démarche qui vise « l'engagement de tous les groupes de la société pour faire reculer la pauvreté et favoriser l'inclusion de l'ensemble de la population ». Dans l'agglomération de Longueuil, la CRÉ a retenu comme priorité d'action de soutenir des interventions locales et régionales liées à la mobilisation des communautés. À cette fin, un comité de partenaires a été constitué et l'ATI est la formule privilégiée dans la région. Dans ce cadre, des projets spécifiques seront développés pour les femmes immigrantes, les femmes monoparentales et les femmes âgées. Les partenaires sont la Commission développement social de la CRÉ, les comités ATI et les organismes communautaires.
- Le Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale 2010-2015 aura des ramifications dans les trois territoires de la CRÉ de la Montérégie. Ainsi, le Fonds québécois d'initiatives sociales a annoncé un montant de 8 545 185 \$ qui viendra financer, d'ici 2015, des actions de lutte contre la pauvreté dans la grande région de la Montérégie. De ce montant, plus de 3 M \$ seront attribués à la CRÉ de l'agglomération de Longueuil. Les alliances, signées entre la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale et les conférences régionales des élus, permettront de développer une concertation avec les organismes régionaux, d'établir une vision commune quant aux efforts à déployer à l'échelle locale et régionale et de favoriser la mise en place de projets qui visent à lutter activement contre la pauvreté et l'exclusion sociale.
- Le conseil d'agglomération de Longueuil a adopté un plan d'action en revitalisation urbaine intégrée (RUI). Plus de 600 000 \$ seront investis afin de lancer un programme de revitalisation dans cinq territoires d'intervention prioritaire dans le cadre d'une entente de trois ans (2009-2012) avec le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT), le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS), la CRÉ de Longueuil, le Centre local de développement de Longueuil (CLD) et le Forum Jeunesse de Longueuil.
- En septembre 2000, des organismes, préoccupés par le phénomène des sans domicile fixe et manifestant l'intérêt à travailler de concert avec les partenaires du milieu, se regroupent pour mettre sur pied la Table Itinérance Rive-Sud.

	Québec		CRÉ de l'agglomération de Longueuil	
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
Revenu moyen d'emploi \$	26 297	38 359	29 717	44 560
Revenu moyen total \$	25 870	38 509	28 784	44 856
% de personnes avec revenu de moins de 20 000 \$	50,1	33,6	45,8	30,6
% de personnes sous le seuil de faible revenu	13,3	11,4	13,8	10,7
% de ménages qui consacrent 25 % et plus du revenu au logement	38,7	24,7	37,8	22,5

	Québec	CRÉ de l'agglomération de Longueuil
% revenu moyen d'emploi des femmes sur revenu moyen d'emploi des hommes	68,6	66,7

Caractéristiques régionales

Quelques actions structurantes du milieu

Intégrité physique et psychologique

- L'espérance de vie des femmes dans le territoire de la CRÉ de l'agglomération de Longueuil est d'environ 0,3 an en dessous de la moyenne québécoise.
- Il y a plus de femmes qui passent une mammographie qu'au Québec.
- En Montérégie, les femmes âgées de 65 à 69 ans ont moins participé au programme de dépistage du cancer du sein (42,2%) que celles âgées de 50 à 64 ans (50,7%).*
- Il y a une recrudescence des ITSS en Montérégie. Ainsi, la syphilis infectieuse, la chlamydie et la gonorrhée connaissent une hausse importante. Par ailleurs, les infections par le VIH et le VHC (virus de l'hépatite C) existent toujours et affectent des clientèles vulnérables. Finalement, les infections causées par le virus du papillome humain et l'herpès continuent, elles aussi, à se propager.*
- Il y a moins de suicide dans la région chez les femmes et les hommes par rapport au Québec. Toutefois, le taux de suicide reste élevé chez les hommes.

Intégrité physique et psychologique

- Une cour d'école plus vivante, un nouveau terrain de basketball, des récréations plus animées, des menus santé à la cafétéria sont des exemples parmi les 19 projets qui ont obtenu une bourse pouvant atteindre 2 000 \$ dans le cadre du concours École active. Au total, c'est plus de 27 000 \$ que la Direction de santé publique de la Montérégie et Kino-Québec ont distribué à des écoles primaires et secondaires de la région pour les aider à mettre en valeur une saine alimentation et la pratique régulière d'activités physiques chez leurs élèves.
- Une nouvelle maison des naissances en Montérégie est en construction, sur le territoire du Centre de santé et de services sociaux Haut-Richelieu – Rouville. L'ouverture officielle est prévue au printemps 2012.

* Agence de la santé et services sociaux.

	Québec		CRÉ de l'agglomération de Longueuil	
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
Espérance de vie (années)	82,3	77,0	82,0	77,5
Perception de mauvaise santé mentale	4,0	3,4	0	0
Perception de stress élevé	25,9	25,4	23,4	15,9
Taux de suicide / 100 000	7,5	26,7	7,0	19,0

	Québec	CRÉ de l'agglomération de Longueuil
% test PAP	70,3	67,8
% mammographie	74,3	81,0

	Québec	CRÉ de l'agglomération de Longueuil
Taux annuel moyen de naissance vivante / 1 000 femmes	1,48	1,59
Grossesses à l'adolescence / 1 000 (14-17 ans)	15,4	13,9
Taux d'avortements pour 100 grossesses / 1 000 femmes	27,6	24,7

Caractéristiques régionales

Quelques actions structurantes du milieu

Violence

- Cinq fois plus de femmes que d'hommes sont victimes de violence conjugale.
- Le taux d'agressions sexuelles est moins élevé pour les femmes qu'au Québec, mais reste important.

Violence

- Conscientisation et concertation des intervenants des différents milieux à la problématique de l'hypersexualisation. Les partenaires sont le MCCC, les Commissions scolaires, la Direction de la santé publique, le CESS, le Forum jeunesse et les organismes communautaires.
- L'organisme lambertois La Traversée a reçu le Prix Égalité 2011, pour son travail auprès des enfants dans le but d'atteindre l'égalité entre les hommes et les femmes au Québec. Ainsi, cet organisme cherche à développer le jugement critique et moral des enfants face à la violence.
- Il existe un comité Jeunesse et gangs de rue pour Longueuil. Ce comité d'action locale se consacre à la problématique des gangs de rue et il est rattaché à la Table de concertation jeunesse 12-17 ans de Longueuil.

	Québec		CRÉ de l'agglomération de Longueuil	
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
Victimes de violence conjugale (nombre)	14 923	2 920	2 062	397
Taux de victimisation violence conjugale / 100 000	437,7	88,8	337,9	67,0
Agressions sexuelles, moins de 18 ans / 100 000	336,4	81,4	320,9	71,3
Taux de suicide / 100 000	7,5	26,7	7,0	19,0

Caractéristiques régionales

Participation des femmes au pouvoir

Dans le territoire de la CRÉ de l'agglomération de Longueuil :

- Les femmes sont plus présentes dans le conseil d'administration de la CRÉ par rapport au Québec (36 % c. 29,1 %).
- Les femmes sont très légèrement moins présentes dans le Forum jeunesse que dans le reste du Québec, mais restent majoritaires (60 % c. 61,4 %).

En Montérégie :

- Les commissions scolaires sont les seuls lieux où les femmes sont majoritaires.

Quelques actions structurantes du milieu

Participation des femmes au pouvoir

- Rencontres réseautage au sein de la CRÉ.
- Portrait *Jeunes femmes impliquées, meilleures municipalités*.
- Un tout nouveau répertoire des lieux décisionnels de l'agglomération de Longueuil a été développé par le CFEM de la CRÉ de l'agglomération de Longueuil.
- Mise en place d'une commission Femmes et ville, à l'initiative du CFEM et du Forum jeunesse de Longueuil.

	Québec	CRÉ de l'agglomération de Longueuil
% de femmes à l'Assemblée nationale (2009)	29,0	27,3
% de femmes à la mairie (2009)	16,0	19,8
% de femmes dans les conseils municipaux (2009)	29,2	26,3
% de femmes dans les CRÉ – conseil d'administration (2009)	29,1	36,0 CRÉ de l'agglom. de Longueuil
% de femmes dans les commissions scolaires (commissaires) (2009)	48,9	51,6
% de femmes dans les forums jeunesse (2009)	61,4	60,0 CRÉ de l'agglom. de Longueuil

Les données de ce tableau proviennent du document de référence *Présence des femmes et des jeunes dans les lieux décisionnels et consultatifs*, Tableaux statistiques, Compilation Montérégie (16), février 2010.

Thèmes et enjeux émergeant du milieu.

Au cours de l'année 2009, la CRÉ de l'agglomération de Longueuil et ses partenaires de l'entente spécifique en matière d'égalité ont mis en branle une démarche participative intitulée Consensus-Action. Auparavant, une consultation terrain avait été faite, afin de déterminer les principaux enjeux relatifs à l'égalité sur le territoire. Un portrait du territoire a été ainsi dressé.

Thèmes inclus dans le plan d'action 2008-2009 en matière d'égalité de la CRÉ de l'agglomération de Longueuil :

Thèmes touchés par l'entente :

- 1) faciliter l'insertion sociale;
- 2) assurer l'intégrité et la sécurité des femmes;
- 3) favoriser la sécurité économique des mères monoparentales;
- 4) améliorer la diversification des choix de carrière des femmes;
- 5) stimuler la pleine participation citoyenne des femmes au développement de l'agglomération de Longueuil;
- 6) améliorer la connaissance des femmes et l'accès aux ressources sur le territoire de la CRÉ.

Objectifs de l'entente :

- conséquemment à la création des trois CRÉ en Montérégie, permettre à la CRÉ de l'agglomération de Longueuil de mieux connaître les réalités de son territoire en matière d'égalité entre les femmes et les hommes (réalisation d'un portrait du territoire);
- atteindre une meilleure représentativité au sein du CFEM et se positionner dans le milieu afin d'obtenir la crédibilité d'agir à titre d'instance consultative en matière d'égalité;
- créer des liens et une vision commune entre les femmes du territoire provenant de différents secteurs qui permettront de favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes;
- concerter le milieu concernant les actions à entreprendre en matière d'égalité entre les femmes et les hommes et réaliser un plan stratégique qui énumérera les priorités et projets potentiels à réaliser;
- évaluer la pertinence d'initier un projet pilote sur l'ADS au sein de la CRÉ et s'approprier l'ADS comme outil de gestion.

Objectifs spécifiques :

- favoriser la concertation sur le territoire de la CRÉ;
- améliorer les connaissances en matière d'ADS.

Thèmes inclus dans l'entente 2010-2011 en matière d'égalité de la CRÉ de l'agglomération de Longueuil :

- soutenir l'entrepreneuriat des femmes;
- favoriser la diversification des choix de formation;
- vers une meilleure conciliation des responsabilités familiales et professionnelles;
- prévenir et contrer l'exploitation sexuelle et la traite des femmes;
- promouvoir l'égalité dans la gouvernance locale et régionale.

Le Conseil du statut de la femme a effectué, en 2010, une réorganisation de son travail en région sur la base de territoires couvrant plusieurs régions.

Le territoire de la CRÉ de l'agglomération de Longueuil fait partie d'un territoire, défini par le CSF, comprenant également les deux autres territoires de CRÉ de la Montérégie, de Montréal, de Lanaudière, des Laurentides et de Laval.

Caractéristiques régionales	Stratégies, politiques ou programmes nationaux pouvant soutenir les actions régionales
<p>Démographie</p> <p>La plus forte hausse démographique au Québec se situe en couronne de Montréal. Entre 1996 et 2006, les régions des Laurentides (18,4 %), de Lanaudière (14,4 %), du territoire de la CRÉ Vallée-du-Haut-Saint-Laurent (13,6 %) et de Laval (11,6 %) cumulent les plus fortes croissances de population au Québec, suivies de la région de l'Outaouais (10,9 %).</p> <p>Les régions péri-métropolitaines ont une population plus jeune que celle du Québec alors que la population de Montréal est vieillissante.</p> <p>La plus grande proportion de la population immigrante se retrouve en territoire métropolitain et dans la couronne immédiate. Elle compose 30,9 % de la population montréalaise et 20,2 % de la population lavalloise. En Montérégie, c'est surtout sur le territoire de la CRÉ de l'agglomération de Longueuil que le poids de la population immigrante est le plus important (15,6 %). 86,3 % de la population immigrée du Québec habite dans ces trois régions. La population des régions des Laurentides et de Lanaudière est composée respectivement de 3,9 % et 3 % de personnes immigrantes.</p> <p>Le taux de croissance de la population immigrée est un peu plus élevé que celui de l'ensemble du Québec et le nombre de femmes y est légèrement plus élevé que celui des hommes.</p>	<p>Démographie</p> <ul style="list-style-type: none"> • Politique nationale de la ruralité (MAMROT).
<p>Structure des familles</p> <p>Outre le Nord-du-Québec (60,7 %) et l'Outaouais (45,0 %), c'est autour de Montréal que l'on retrouve la plus grande proportion de jeunes familles et de familles ayant au moins un enfant d'âge mineur à la maison : Laurentides (44,3 %), Laval (44,1 %), Lanaudière (43,9 %) et Montérégie (43,3 %).</p>	<p>Structure des familles</p> <ul style="list-style-type: none"> • Programme de soutien aux politiques familiales municipales (MFA). • Démarche Municipalité amie des aînés – MADA – (MFA). • Stratégie d'action en faveur des aînés – pour les CRÉ – (MFA) Entente spécifique. • Rendez-vous des générations : démarche de participation citoyenne conviviale pour prendre conscience et comprendre le phénomène collectif du vieillissement démographique, reconnaître ses impacts et renouveler le partenariat social entre les générations, réalisée par l'Institut du Nouveau Monde, sollicité d'abord par le Conseil des aînés du Québec.

Caractéristiques régionales

Stratégies, politiques ou programmes nationaux pouvant soutenir les actions régionales

Éducation

Dans les cinq régions du territoire, on compte de fortes proportions de femmes qui détiennent un diplôme, 70 % et plus. On note cependant des écarts selon les régions : les proportions de diplômées des régions de Montréal (77,5 %), de Laval (77,4 %) et de la Montérégie (76,3) surpassent la moyenne québécoise (74,5 %) contrairement aux régions des Laurentides et de Lanaudière qui affichent des proportions de 73,9 % et de 72,2 % respectivement.

Le taux d'emploi des femmes augmente avec la scolarité, mais demeure inférieur à celui des hommes sur tout le territoire et, partout, la population immigrante est plus nombreuse à détenir un diplôme universitaire que la population non immigrante de la région.

La fréquentation scolaire varie selon les régions. Le décrochage scolaire des garçons est plus élevé que la moyenne québécoise dans les cinq régions, l'écart étant particulièrement important dans les Laurentides et dans Lanaudière, qui se classent 2^e et 3^e à ce chapitre, tout juste derrière le Nord-du-Québec. Par ailleurs, il est inquiétant de constater une hausse du taux de décrochage des filles de 2002-2003 à 2006-2007 dans la majorité des régions du Québec, sauf, en ce qui concerne ce territoire, à Laval, où l'on enregistre une diminution.

Montréal est le plus grand centre d'éducation supérieure du Québec et regroupe la plus forte concentration de diplômés universitaires du Québec. Les femmes, comme les hommes, y sont fortement scolarisées (au 2^e rang derrière la Capitale-Nationale). Cependant, les Montréalaises diplômées affichent le taux d'emploi le plus faible au Québec. C'est aussi une des régions du Québec qui offre le moins de possibilités d'emploi pour les personnes sans diplôme ou faiblement scolarisées. Parmi la population immigrante, on compte, proportionnellement, autant de femmes qui détiennent un grade universitaire que de femmes qui n'en détiennent aucun.

À Laval, les femmes de la région obtiennent un grade universitaire dans des proportions similaires aux hommes (16 % contre 16,5 %). Tous diplômes confondus, les Lavalloises sont légèrement moins scolarisées que les Lavallois (77,4 % contre 78,6 %), mais le sont davantage que l'ensemble des hommes du Québec (75,1 %). Laval est la 3^e région en importance au Québec pour sa proportion de personnes diplômées.

Éducation

- Plan d'action ministériel 2007-2010 *Pour que l'égalité de droit devienne une égalité de fait* (MELS).
- Valorisation de la réussite scolaire des garçons : jelache.com et jefinis.com (MELS).
- Concours *Chapeau, les filles!* et *Excellence Science* (MELS).
- Guide sur la réalité des carrières traditionnellement masculines : le Comité aviseur Femmes en développement de la main-d'œuvre, en collaboration avec Emploi-Québec et le ministère de l'Éducation du Québec, a fait paraître un guide intitulé *J'y suis... J'y reste! De ma formation... au marché du travail*.

Caractéristiques régionales

Stratégies, politiques ou programmes nationaux pouvant soutenir les actions régionales

Éducation

Tous niveaux de scolarité confondus, la région de la Montérégie compte une proportion élevée de femmes et d'hommes qui détiennent un diplôme : 75,5 % et 75 % respectivement; elle occupe le 4^e rang parmi l'ensemble des régions du Québec pour ce qui est de la proportion des femmes diplômées.

Dans les Laurentides, 73,9 % des femmes détiennent un diplôme. Elles sont plus scolarisées que les hommes de leur région (72,1 %), mais moins que les femmes du Québec (74,9 %). Les femmes de la région sont également plus nombreuses que les hommes à détenir un grade universitaire (12,6 % c. 11,7 %), mais beaucoup moins que les femmes de l'ensemble du Québec (16,4 %).

Finalement dans Lanaudière, les femmes sont plus scolarisées que les hommes de la région (72,2 % c. 70,7 %), mais moins que la moyenne pour l'ensemble du Québec (74,9 %). Elles sont plus nombreuses que les hommes à détenir un diplôme universitaire (10,0 % c. 8,7 %), mais l'écart avec la moyenne pour les femmes de l'ensemble du Québec demeure énorme (16,4 %).

Économie et emploi

De manière générale, le taux d'emploi des femmes dans le territoire est supérieur à celui du Québec, sauf dans la région de Montréal, dans lequel il est inférieur (54,5 % c. 55,7 % au Québec).

Dans toutes les régions, les taux d'emploi des femmes sans diplôme sont nettement inférieurs à ceux de leurs homologues masculins. Les femmes de la région de Montréal qui sont sans diplôme affichent le taux d'emploi le plus bas de l'ensemble du territoire, 20,7 %, ce qui est en dessous de la moyenne québécoise (25,4 %). Dans toutes les autres régions, le taux d'emploi des femmes sans diplôme est plus élevé que celui du Québec.

En général, les conditions d'emploi pour les femmes sont plus difficiles à Montréal que dans les autres régions du territoire, ceci étant vrai aussi pour les femmes qui détiennent un grade universitaire. Cela se confirme lorsque l'on regarde le taux d'emploi avec diplôme universitaire (72,1 % à Montréal c. 76,1 % au Québec). La CRÉ de l'agglomération de Longueuil-Est, est, quant à elle, à peine au-dessus de la moyenne québécoise pour le taux d'emploi des femmes avec diplôme universitaire (76,3 %). Les régions de Lanaudière et des Laurentides arrivent en tête de liste, avec des taux d'emploi de 83,1 % et 80,5 % respectivement.

Économie et emploi

- *La Stratégie d'intervention d'Emploi-Québec à l'égard de la main-d'œuvre féminine, 2009* (Emploi-Québec).
- Le Pacte pour l'emploi et le Pacte pour l'emploi Plus (MESS).
- Les projets ACCORD de chaque région – les créneaux d'excellence.
 - Fonds de soutien au développement des créneaux d'excellence (MDEIE).
- Plan d'action gouvernemental à l'intention des municipalités dévitalisées (MAMROT).
- Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale 2010-2015: *Le Québec mobilisé contre la pauvreté* (MESS).
 - Approche territoriale intégrée – ATI.
 - Signature d'Alliances pour la solidarité dans chaque région (MESS-MAMROT-CRÉ).
 - Mise en place du Groupe des partenaires pour la solidarité (GPS).
- Consultations régionales sur l'adéquation formation-emploi dans les 17 régions administratives du Québec.

Caractéristiques régionales

Économie et emploi

De manière générale, le taux d'emploi des femmes immigrantes est peu élevé, atteignant un maximum de 55,3 % dans Lanaudière. Montréal et la CRÉ Montérégie Est affichent les taux d'emploi des femmes immigrantes les plus bas du territoire (respectivement 45,7 % et 48,8 % c. 47,7 % au Québec).

Dans l'ensemble du territoire, le secteur tertiaire est le plus grand employeur. Les proportions d'emplois varient de 83,4 % (Montréal) à 68,1 % (CRÉ Vallée-du-Haut-Saint-Laurent). Le secteur primaire est moins développé dans les territoires urbanisés : 0,9 % à Montréal, 1,3 % à Laval et 1,7 % à la CRÉ de l'agglomération de Longueuil. À l'inverse, il est plus élevé en Montérégie-Est (4,1 %) et dans Lanaudière (3,4 %), essentiellement en agriculture, dans les Laurentides (3,0 %), réparti entre l'agriculture, la foresterie, la pêche et la chasse, et dans la CRÉ Vallée-du-Haut-Saint-Laurent (3,0 %).

Le secteur secondaire est le plus développé dans la CRÉ Vallée-du-Haut-Saint-Laurent (27 %) la zone la plus manufacturière de la Montérégie, dans Lanaudière (24,3 %) notamment en raison de la construction, dans la CRÉ Montérégie Est (22 %) et dans les Laurentides (21,9 %) dépassant la moyenne québécoise de 19,8 %.

Le taux d'emploi à temps partiel des femmes pour l'ensemble du territoire tend à se stabiliser autour de 15 % bien que son évolution diffère selon les régions. Au cours de la période 2004-2007, il a suivi une tendance à la hausse à Montréal, est resté relativement stable dans les Laurentides alors qu'il a semblé diminuer en Montérégie et dans Lanaudière. (Notons qu'en Montérégie, les résultats par territoire de CRÉ sont disponibles pour l'année 2005 seulement).

Ce sont les femmes des Laurentides et de Laval qui affichent les taux de syndicalisation les plus élevés du territoire : 40,3 % et 38,7 % respectivement. Il se situe en dessous de la moyenne québécoise à Montréal (30,8 %), dans Lanaudière (34,4 %) et en Montérégie (37,7 %). Le taux de syndicalisation des femmes pour l'ensemble du Québec est de 38,7 %.

Même si, en général, les femmes sont beaucoup plus scolarisées que dans les décennies précédentes, la diversification des choix professionnels reste faible. C'est dans la région de Montréal que les emplois seraient les plus diversifiés, avec un taux de concentration de 37 % des emplois dans les 15 principales professions, comparativement à 41 % pour les CRÉ de l'agglomération de Longueuil et celle de la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent, à 43 % pour la CRÉ Montérégie Est et la région de Laval et de 45 % pour les régions des Laurentides et de Lanaudière (45 %).

Stratégies, politiques ou programmes nationaux pouvant soutenir les actions régionales

Économie et emploi

- Programmes et mesures généraux d'Emploi-Québec pour les entreprises et les individus.
- Programmes et mesures généraux d'Emploi-Québec pour les femmes.
 - Ma place au soleil. Cette démarche s'adresse aux jeunes mères prestataires d'une aide financière de dernier recours qui veulent reprendre leurs études. Elles reçoivent alors un soutien pour être en mesure d'assumer leurs responsabilités familiales.
 - Soutien financier aux mineures enceintes. Ce programme offre une aide financière mensuelle aux mineures enceintes durant leur grossesse si elles se trouvent sans ressources financières.
- Programmes et mesures généraux d'Emploi-Québec pour les jeunes.
- Programmes et mesures généraux d'Emploi-Québec pour les personnes handicapées.
- Programmes et mesures généraux d'Emploi-Québec pour les personnes immigrantes ou issues de minorités visibles.

Caractéristiques régionales

Stratégies, politiques ou programmes nationaux pouvant soutenir les actions régionales

Entrepreneuriat et travail autonome

Le taux de femmes travailleuses autonomes est plus élevé que la moyenne québécoise (7,9 %) dans les Laurentides (9,4 %), dans la CRÉ Montérégie Est (9 %), dans Lanaudière (8,3 %) et dans la CRÉ Vallée-du-Haut-Saint-Laurent (8,3 %). À ce chapitre, la CRÉ de l'agglomération de Longueuil, la région de Montréal et celle de Laval se retrouvent en dessous de la moyenne du Québec.

Les ORSEF (maintenant Femmessor) ne semblent donc pas avoir été établis dans les régions, en fonction de ce critère.

Entrepreneuriat et travail autonome

- Femmessor, autrefois appelé ORSEF – (MDEIE et Filaction) à Montréal et en Montérégie (Laval à venir).
- Plan d'action gouvernemental pour l'entrepreneuriat collectif – Économie sociale – (MAMROT).

Conciliation travail-famille

À l'exception de Montréal, les régions du territoire comptent un nombre plus élevé de familles avec enfants que dans l'ensemble du Québec. C'est dans la CRÉ Vallée-du-Haut-Saint-Laurent que l'on retrouve la plus forte proportion de familles avec enfants de 17 ans et moins, 45,3 %, suivie des Laurentides (44,3 %) et de Laval (44,1 %). Le territoire est donc une zone d'établissement de prédilection pour les jeunes familles, comparativement au reste du Québec.

On retrouve le plus haut taux d'emploi de femmes avec enfants de moins de 15 ans dans la CRÉ de Montérégie Est (79,9 %), suivie de près par la CRÉ Vallée-du-Haut-Saint-Laurent (79,1 %). La réalité de Montréal est très différente avec 64,4 %.

C'est dans les Laurentides que l'on retrouve le plus haut taux d'emploi des femmes avec des enfants de 6 ans et moins (et donc avec des besoins en service de garde) (75,6 %). Montréal, avec un taux d'emploi de 57,3 %, affiche le taux le plus faible du territoire.

Les taux de couverture de services de garde sont les plus faibles dans les Laurentides (50,4 %) et dans Lanaudière (52,6 %).

En général dans le territoire, les nouveaux pères sont proportionnellement moins nombreux à prendre un congé de paternité que dans l'ensemble du Québec (85,3 %). C'est la région de Laval qui affiche le taux le plus faible du territoire (81,5 %), suivie de la Montérégie (83,7 %), de Lanaudière (84,6 %), Montréal (84,7 %), et des Laurentides (85,1 %).

Conciliation travail-famille

- Guichets régionaux d'accès aux places en service de garde – BILA – (site du MFA) SLSJ, BSL, CN.
- Nouvelle norme lancée par le MFA: les travaux débutés en 2007 ont permis l'élaboration de la norme BNQ 9700-820/2010 Conciliation travail-famille. Cette norme s'adresse à tout employeur (entreprise ou organisation) qui souhaite faire reconnaître ses efforts relatifs à la conciliation travail-famille. Cette préoccupation doit évidemment se refléter dans les pratiques de l'employeur et les mesures qu'il met en place.
- Régime québécois d'assurance parentale – RQAP – (MESS).
- Mise en ligne d'un site Web sur la conciliation travail-famille par le ministère de la Famille et des Aînés à l'intention des citoyennes et des citoyens, des entreprises et des communautés, dans l'optique de favoriser une meilleure articulation entre les sphères domestique et professionnelle.

Caractéristiques régionales

Revenu

Dans l'ensemble du territoire, les femmes ont des revenus inférieurs à ceux des hommes.

Le pourcentage des revenus moyens d'emploi des femmes par rapport à celui des hommes est le plus élevé à Laval (70,3%) et à Montréal (70,2%) et est le plus faible dans les Laurentides (63,7%). Mis à part Laval et Montréal, les régions de la Montérégie, des Laurentides et de Lanaudière affichent des ratios inférieurs à celui de l'ensemble des femmes du Québec (68,6%).

Le revenu moyen total des femmes est le plus élevé dans la CRÉ de l'agglomération de Longueuil (28 784 \$) et le plus faible dans la région de Lanaudière (24 559 \$). Il est plus élevé que la moyenne québécoise à Laval (27 439 \$), à Montréal (27 387 \$), dans la CRÉ de la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent (26 929 \$) et dans les Laurentides (26 084 \$). Il est plus bas que la moyenne québécoise dans Lanaudière (24 559 \$) et dans la CRÉ Montérégie Est (25 363 \$).

En général, sur le territoire, le pourcentage de femmes vivant avec un revenu de moins de 20 000 \$ est proche de la moyenne québécoise de 50,1%, ce qui est élevé comparativement aux hommes. Dans le territoire, les régions de Lanaudière et de Montréal affichent les pourcentages les plus élevés à ce chapitre soit, respectivement, 50,1% et 50,5%. Il faut noter que le niveau de vie du territoire est assez élevé, ce qui signifie que ces revenus conduisent rapidement à des conditions de vie précaires (voir les chiffres sur le revenu consacré au logement).

Dans l'ensemble du territoire, le pourcentage de femmes vivant sous le seuil de pauvreté est plus élevé que celui des hommes. Par rapport à la moyenne du Québec, 13,3%, certaines régions semblent avantagées : c'est le cas de Laval (12%), de Lanaudière (9%), des Laurentides (8,9%), de la Montérégie-Est (8,1%) et de la CRÉ Vallée-du-Haut-Saint-Laurent (7,5%). Montréal affiche un taux nettement supérieur à la moyenne québécoise avec 22,8% des femmes qui vivent sous le seuil de pauvreté. La CRÉ de l'agglomération de Longueuil, avec 13,8% des résidentes vivant sous le seuil de pauvreté, s'apparente à la moyenne du Québec.

La pauvreté des femmes est cependant une caractéristique commune au territoire (si l'on prend ces chiffres et ceux des femmes ayant un revenu inférieur à 20 000 \$).

Stratégies, politiques ou programmes nationaux pouvant soutenir les actions régionales

Revenu

- Loi sur l'équité salariale.
- Loi sur le salaire minimum.
- Régime de retraite des groupes communautaires et de femmes (RRFS-GCF). Né en 2008, le RRFS-GCF regroupe plus de 280 groupes adhérents et près de 2 000 personnes. Il a été mis sur pied à la suite d'une enquête menée en 2004 par Relais-femmes et le Centre de formation populaire où près de 55% des quelque 1 350 organismes communautaires interrogés considéraient prioritaire l'établissement d'un régime de retraite afin d'améliorer les conditions de vie du personnel de ce secteur et d'en assurer la relève. À ce jour, le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales a investi plus de 607 000 \$ dans la mise sur pied du régime et 100 000 \$ en promotion de manière à en augmenter le nombre de participantes et de participants.

Caractéristiques régionales

Stratégies, politiques ou programmes nationaux pouvant soutenir les actions régionales

<p>Revenu</p> <p>Le pourcentage de ménages qui consacrent plus de 25 % du revenu au logement est généralement très élevé dans le territoire : 47,5 % à Montréal, 39,5 % à Laval, 37,8 % à Longueuil, 35,5 % dans les Laurentides, 34,3 % dans Lanaudière, 34,2 % dans la CRÉ Montérégie Est, et 33,2 % dans la CRÉ Vallée-du-Haut-Saint-Laurent. Ce pourcentage est de 38,7 % pour l'ensemble du Québec.</p>	
<p>Intégrité physique et psychologique</p> <p>Espérance de vie : la couronne nord et la couronne sud présentent une espérance de vie en dessous de la moyenne québécoise. Seule la population des régions de Laval et de Montréal a une espérance de vie au-dessus de la moyenne.</p> <p>Détection du cancer du col de l'utérus : seuls les territoires de la CRÉ de l'agglomération de Longueuil et de la Montérégie Est se démarquent quant au taux de dépistage du cancer du col de l'utérus par le test de Pap avec des taux inférieurs à la moyenne québécoise.</p> <p>Détection du cancer du sein : les deux mêmes territoires de CRÉ se démarquent également, mais cette fois avec des taux supérieurs d'examen du sein par mammographie que la moyenne québécoise.</p> <p>Perception de mauvaise santé mentale : la population féminine de toutes les régions, sauf Montréal, présente des taux de perception de mauvaise santé mentale en dessous de la moyenne québécoise.</p> <p>Itinérance :</p> <p>Le phénomène de l'itinérance est surtout concentré à Montréal. Toutefois, il est suffisamment répandu dans les quatre autres régions du territoire pour avoir justifié la documentation de la situation par des études spécifiques à chacune d'elles.</p> <p>La trajectoire du phénomène de l'itinérance dans la région métropolitaine afflue des régions et de la périphérie de Montréal vers Montréal Centre. Du coup, cette trajectoire lie les régions dans la mesure où la mise en place d'actions préventives de la pauvreté dans l'ensemble des régions réduira l'exode dû à l'appauvrissement et par le fait même contribuera à réduire le nombre de personnes itinérantes.</p> <p>La proportion de femmes parmi les itinérants prend une place de plus en plus importante et, à Montréal, on recenserait actuellement environ 6 500 femmes itinérantes.</p> <p>De façon générale, on estime qu'environ 30 % de la population des personnes itinérantes sont des femmes.</p>	<p>Intégrité physique et psychologique</p> <ul style="list-style-type: none"> • Plan d'action en santé et bien-être des femmes 2010-2013, <i>Au féminin... À l'écoute de nos besoins</i> (MSSS). • MCCCCF : Charte québécoise pour une image corporelle saine et diversifiée. La Charte, lancée l'automne dernier par des représentants de l'industrie de la mode, des médias et appuyée par le gouvernement du Québec, vise à promouvoir des images corporelles diversifiées et saines à l'opposé des images de minceur extrême. • MFA-MELS : Plan d'action gouvernemental de promotion des saines habitudes de vie et de prévention des problèmes reliés au poids 2006-2012, intitulé Investir pour l'avenir. Ce plan est lié aux deux mesures de la Stratégie d'action jeunesse 2006-2009 qui vise à éliminer la malbouffe des écoles et à déployer l'approche École en santé. • MFA : <ul style="list-style-type: none"> – Le programme gouvernemental de soutien financier Du cœur à l'action pour les aînés du Québec. – Soutien aux initiatives visant le respect des aînés : l'édition 2011-2012 comporte deux volets, soit un volet de soutien aux activités pour les aînés (SAAS), et un de soutien à l'innovation, à l'expérimentation et à la recherche (SIER).

Caractéristiques régionales

Stratégies, politiques ou programmes nationaux pouvant soutenir les actions régionales

Violence

Les taux de victimisation en violence conjugale dans trois régions du territoire sont au-dessus de la moyenne québécoise; à cet égard, la région de Montréal se démarque particulièrement. Lanaudière et surtout la Montérégie ont des taux plus bas que la moyenne québécoise.

Les cinq régions du territoire se démarquent par un taux d'agressions sexuelles chez la population féminine de moins de 18 ans grandement inférieur au taux québécois.

Violence

- Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2004-2009 (MSSS).
- Plan d'action gouvernemental 2008-2013 en matière d'agression sexuelle (MSSS).
- Brisons le silence... pour que ça cesse: campagne du gouvernement du Québec conçue pour sensibiliser la population à la problématique des agressions à caractère sexuel.

Participation des femmes au pouvoir

Sur le territoire, la participation des femmes au pouvoir se polarise entre des taux plus élevés et des taux plus bas, selon les instances. Aucune constante ne peut être mise en évidence.

À l'Assemblée nationale, en 2008, Montréal vient en tête avec 12 députées sur 28 soit 42,9%. Le taux de représentation féminine est le plus bas dans les Laurentides avec une femme sur neuf députés (11,1 %).

Quant à la présence des femmes en politique municipale en 2009, la Montérégie avec 19,8% de mairesses remporte la palme (3e région au Québec derrière la Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine et le Nord-du-Québec). Lanaudière, avec 8,5% de mairesses, est l'avant-dernière région au Québec. Laval n'a qu'un maire, donc aucune femme.

Chez les conseillères, la moyenne québécoise se situe à 28,9%; seules les régions de Laval avec 52,4% de conseillères (première au Québec) et des Laurentides avec 31,7% sont au-dessus de cette moyenne.

Pour ce qui est de la représentation des femmes dans les CRÉ, la moyenne québécoise est de 29,1% aux CA et de 31,1% aux CE.

Seules les CRÉ de Laval avec 50% (la plus élevée au Québec), de Longueuil avec 36% et de Montréal avec 31,4% sont au-dessus de la moyenne des CA des CRÉ.

Quant à la présence des femmes dans les commissions scolaires, seules celles de Montréal (37,6%) et de Lanaudière (39,4%) se situent sous la moyenne nationale de 47,8%. Les trois autres régions sont tout près de la moyenne.

Participation des femmes au pouvoir

- Programme *À égalité pour décider* (SCF). Le programme *À égalité pour décider* (SCF) vise à accroître le nombre de femmes dans les postes de décision des instances locales et régionales.
- Enveloppe régionale du MAMROT pour les élections municipales.

Enjeux communs aux cinq régions (Lanaudière, Laurentides, Laval, Montérégie et Montréal) couvertes par le bureau régional du Conseil du statut de la femme :

- **Immigration :** la population immigrante est en augmentation et les questions de l'intégration des femmes au marché du travail et dans les lieux décisionnels doivent être analysées, ainsi que leur accès aux garderies, la réussite scolaire des enfants, l'accès aux soins de santé, la participation citoyenne et leur isolement.
- **Pauvreté :** les femmes vivant sous le seuil de faible revenu sont nombreuses. La proportion du logement dans les dépenses est particulièrement élevée dans le territoire. Les thèmes reliés, tels que l'itinérance, la santé mentale, l'exclusion sociale doivent être abordés avec une analyse différenciée selon le sexe. En effet, il y a une augmentation dans les taux de fréquentation de l'hébergement de dernier recours et des logements pour femmes dans le besoin.
- **Violence :** comme partout au Québec, les femmes et les jeunes filles sont les principales victimes des agressions conjugales et sexuelles. Le phénomène des gangs de rue semble prendre de l'ampleur. Les enjeux liés à l'hypersexualisation et aux stéréotypes doivent être pris en main, surtout dans la CRÉ de l'agglomération de Longueuil. La prostitution est très présente et le phénomène est en pleine transformation, avec la montée de l'industrie du sexe.
- **Présence des femmes en politique municipale :** les efforts pour augmenter la présence des femmes doivent être maintenus et renforcés.
- **Transport :** les femmes sont les plus grandes utilisatrices du transport en commun. Deux enjeux majeurs se dégagent : la desserte et la tarification. En effet, les prix ne cessent d'augmenter et les utilisatrices sont moins riches en moyenne que les utilisateurs. La tarification toujours en augmentation peut donc limiter leurs déplacements. Les dessertes des régions de la Montérégie, de Lanaudière, des Laurentides et de Laval sont problématiques.
- **Économie :** les créneaux d'excellence – projet ACCORD devraient bénéficier à davantage de femmes. La diversification des choix professionnels pour les femmes (emplois dans les métiers non traditionnels) doit être encouragée. Par ailleurs, le taux d'emploi des femmes sans diplôme est très faible, ce qui peut conduire directement à des conditions de vie très précaires. Des moyens de contrer cette réalité doivent être étudiés.
- **Conciliation travail-famille :** le territoire composé de cinq régions réunit la grande majorité des jeunes familles du Québec et compte les taux les plus élevés d'accroissement démographique. Le problème de l'insuffisance du nombre de places en garderie se pose de manière accrue. Des initiatives commencent à poindre pour améliorer l'équité de l'accès (immigrants, selon le revenu, mères chefs de famille monoparentale, le secteur d'activité économique, etc.).
- **Environnement et développement durable :** cet enjeu mondial doit intégrer les femmes et être soutenu par une analyse différenciée selon les sexes. Il faut donc augmenter la sensibilisation des instances régionales à la nécessité de l'égalité femmes-hommes dans ce dossier, tout en favorisant une plus grande participation des femmes dans les instances environnementales.

Défis émergents :

Traiter davantage les sujets d'actualité dans le territoire en utilisant une analyse différenciée selon le sexe (conciliation travail-famille, développement durable, immigration, santé mentale, itinérance, gangs de rue, etc.).

Coordination de la rédaction

Hélène Harvey

Rédaction

Reine Bohbot

Coordination de l'édition

Sébastien Boulanger, Nathalie Savard

Conception graphique

Guyline Grenier

Infographie

Direct Info

Révision linguistique

Lucie Truchon

Date de parution

Février 2012

Éditeur

Conseil du statut de la femme
800, place D'Youville, 3^e étage
Québec (Québec) G1R 6E2

Téléphone : 418 643-4326 ou 1 800 463-2851

Télécopieur : 418 643-8926

www.placealegalite.gouv.qc.ca

publication@csf.gouv.qc.ca

Dépôt légal

Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2012

ISBN : 978-2-550-63081-4 (version électronique)

© Gouvernement du Québec



*Conseil du statut
de la femme*

Québec 